



L'économie de la Guyane en 2015 Une conjoncture atone, malgré des signaux positifs

La situation économique de la Guyane est restée globalement atone en 2015 même si quelques signes d'amélioration ont été observés. Depuis le premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires s'est progressivement redressé mais demeure encore éloigné de sa moyenne de longue période. En parallèle, malgré une faible inflation, la consommation des ménages a été peu dynamique. Les entreprises ne sont guère plus enclines à investir que lors de l'année précédente. Enfin, la situation sur le marché du travail ne s'améliore pas même si le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans s'est contracté significativement.

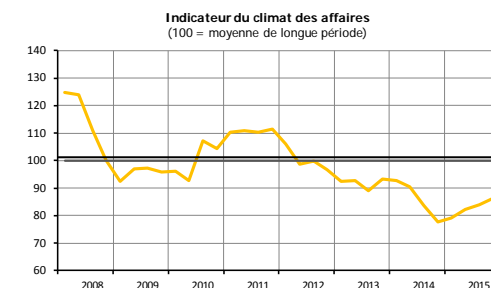
La fragilité de l'économie est perceptible dans la plupart des secteurs d'activité. En effet, alors que les volumes d'affaires du secteur primaire, de l'industrie spatiale sont bien orientés et que celui du secteur tourisme se maintient, ceux des secteurs de la construction, du commerce, des services demeurent en retrait.

En dépit des signes de fragilité, le secteur bancaire continue de soutenir l'économie guyanaise. En 2015, le financement de l'économie progresse à un rythme élevé mais sur une tendance moins soutenue qu'en 2014. La croissance est principalement portée par les crédits à l'habitat des ménages et par la bonne tenue des crédits d'investissement des entreprises. Les actifs financiers s'inscrivent également en hausse avec une progression des dépôts à vue tant sur le segment des entreprises que sur celui des particuliers. L'épargne de long terme reste bien orientée avec une collecte qui reste soutenue, notamment sur les produits d'assurance vie pour les ménages et sur les placements collectifs en valeurs mobilières pour les entreprises.

UNE CONJONCTURE EN DEMI-TEINTE

L'indicateur du climat des affaires se redresse

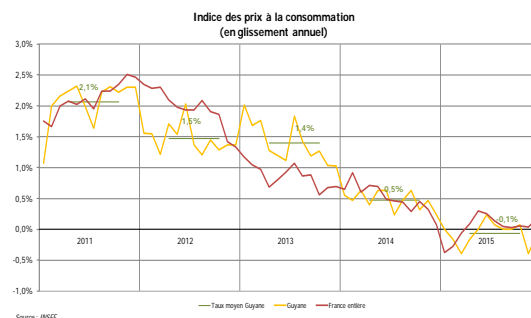
En 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) demeure dégradé mais s'inscrit en hausse depuis la fin de l'année 2014 (+ 8,8 points). Il se situe toutefois en deçà de sa moyenne de longue période depuis plus de trois ans. Après une fin d'année 2014 difficile, les prévisions des chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité qui restaient défavorables au début de l'année 2015, se sont progressivement améliorées. En outre, les perspectives d'activité pour les premiers mois de 2016 sont encourageantes.



Source : Iedom, enquête de conjoncture

L'inflation demeure faible

En 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) est quasi stable en moyenne à 0,1 % après +0,5 % en 2014. Cette évolution s'explique par la diminution des prix des produits manufacturés (-1,0 %) et de l'énergie (-3,6 %) alors que les prix des produits alimentaires ont stagné. L'inflation moyenne en Guyane est ainsi légèrement plus faible que les valeurs observées à la Guadeloupe (+0,3 %), à la Martinique (+0,1 %) ou sur la France entière (+0,0 %) mais au-dessus de celles constatées pour La Réunion (-0,3 %).



Source : INSEE

Le marché du travail se dégrade moins

Le marché du travail a continué de se détériorer en 2015 mais avec une ampleur plus limitée qu'en 2014. À fin décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'élève à 22 962, marquant ainsi une hausse de 1,4 % par rapport à fin décembre 2014, contre + 5,2 % l'année précédente.

Le taux de chômage au sens du BIT, quant à lui, s'élève à 22 % en 2015, niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente. Le nombre de personnes actives s'élève à 82 000 dont 18 000 sont en situation de chômage au sens du BIT.

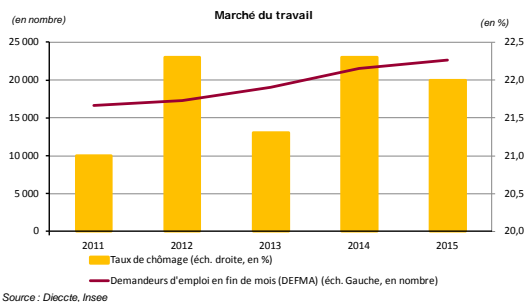
Les femmes sont toujours les plus concernées par le chômage. En 2015, elles sont 14 578 à être inscrites sur les listes de demandeurs d'emploi contre 10 733 pour les hommes. Selon l'enquête emploi en continu menée par l'Insee, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) constaté pour les femmes est de 8,8 points supérieur à celui des hommes (26,6 % contre 17,8 %). Même si cet écart reste élevé, il se réduit passant de 11,4 points en 2014 à 8,8 points en 2015.

Le nombre de personnes de 50 ans et plus (5 359 personnes) inscrites à Pôle emploi progresse de 10,8 % (CVS) sur l'année 2015. Le taux de chômage au sens du BIT sur cette tranche d'âge s'élève à 12,5 %. Le nombre de jeunes de moins de 25 ans recensés à Pôle emploi a diminué de 7,6 % (CVS) en 2015 contre -2,0 % (CVS) en 2014. Toutefois, même s'ils sont moins nombreux à s'inscrire à Pôle Emploi, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans augmente de 6,7 points en un an passant de 40 % en 2014 à 46,7 % en 2015. Cette situation contrastée peut s'expliquer notamment par le fait que les jeunes entrants sur le marché du travail et qui déclarent rechercher activement un emploi ne s'inscrivent pas systématiquement à Pôle Emploi.

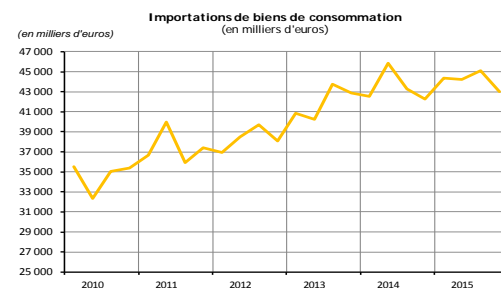
Par ailleurs, 71 000 personnes constituent le « halo » autour du chômage. Elles sont inactives, soit parce qu'elles ne travaillent pas et qu'elles ne sont pas en recherche active d'un emploi, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles pour en occuper un.

Évolution contrastée de la consommation

Sur un an, plusieurs indices font ressortir une progression de la consommation des ménages : les importations de biens de consommation augmentent de 1,7 % (CVS), les ventes de véhicules de tourisme neufs progressent de 3,7 % (CVS) et les crédits à la consommation s'inscrivent en hausse de 5,0 % atteignant 180,5 M€ d'encours. En revanche, d'autres indicateurs vont dans le sens contraire, avec des importations de biens électriques et ménagers qui chutent de 19,4 % (CVS). En outre, la vulnérabilité des ménages s'est accrue avec une augmentation à la fois du nombre de retraits de cartes bancaires de 7,0 % (soit 1 156 retraits en 2015, contre 1 080 en 2014) et du nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire de 9,2 % (contre +1,9 % en glissement annuel à fin décembre 2014).



Source : Direccte, Insee



Source : Douanes, CVS ledom

L'investissement, en baisse, demeure soutenu par le financement bancaire

L'investissement des entreprises est en sensible baisse en 2015, traduisant les inquiétudes des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leur volume d'affaires. Les importations de biens d'équipement sont en retrait de 8,4 % en valeur sur un an. L'enquête de conjoncture du quatrième trimestre 2015 de l'ledom confirme par ailleurs ces incertitudes avec des prévisions d'investissement mal orientées dans l'ensemble des secteurs hormis les filières de l'agroalimentaire et des services marchands.

Le secteur bancaire continue toutefois de soutenir les projets d'investissement. Ainsi les crédits d'investissement aux entreprises s'inscrivent-ils en hausse de 9,3 % en 2015, principalement portés par l'augmentation des crédits à l'équipement (+7,7 %). L'investissement des ménages est également soutenu avec une progression de 11,4 % des crédits à l'habitat.

Les échanges commerciaux se replient

Les chiffres du commerce extérieur en 2015 font état d'une nouvelle réduction des exportations en valeur (-21,4 % à 138,5 M€ en 2015 contre -39,8 % en 2014). Cette dégradation s'explique notamment par une importante baisse des exportations d'équipements mécaniques, électriques et électroniques de 59 % mais également par un recul sensible du poste des produits pétroliers raffinés et coke (-39 %). Pour leur part, les importations se réduisent de 15,1 % en 2015, après -9,4 % en 2014, pour atteindre 1 221,7 M€, et ce en raison d'un repli sur le poste concernant les autres produits industriels (principalement due à une réduction des importations de produits chimiques, parfums et cosmétiques).

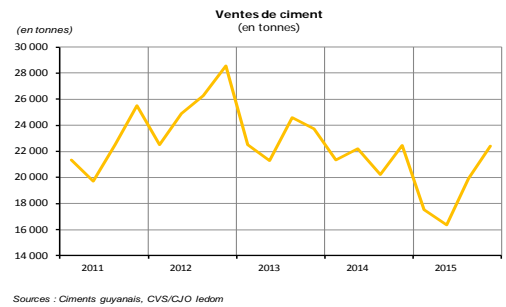
UNE ACTIVITÉ PORTÉE PAR LE SPATIAL, LE SECTEUR PRIMAIRE ET L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Agriculture et industrie agroalimentaire : une filière en progrès

En 2015, le secteur primaire et les industries agroalimentaires font ressortir une activité favorablement orientée. En dépit des difficultés rencontrées par la filière porcine qui voit les abattages et les importations reculer respectivement de 4,6 % et 5,7 %, le reste du secteur a connu une année 2015 positive. Au niveau de la filière bovine, les abattages et les importations évoluent positivement sur l'année (respectivement de 4,5 % et 9,9 %). Comme lors de l'année précédente, les exportations de produits alimentaires demeurent en hausse de 2 % en valeur. En parallèle, les indicateurs de la filière pêche semblent témoigner d'une activité plus favorable. Après une année 2014 particulièrement difficile, les exportations de poissons repartent à la hausse (+7,2 % en 2015 contre -17,3 % en 2014), et celles de crevettes progressent également (+11,6 % contre -2,6 % en 2014).

Un bilan mitigé pour le secteur du BTP

Après trois trimestres jugés défavorables, les chefs d'entreprise du secteur de la construction se sont montrés plus optimistes sur l'évolution de leur activité en fin d'année 2015. Toutefois, malgré ce regain de confiance, certains indicateurs montrent un secteur globalement en difficulté. En effet, en 2015, sur un an, les ventes de ciment ont une nouvelle fois été en recul de 4,4 %, et ce pour la troisième année consécutive. Dans ce contexte, les chefs d'entreprises n'anticipent pas une reprise pour le début de l'année 2016.

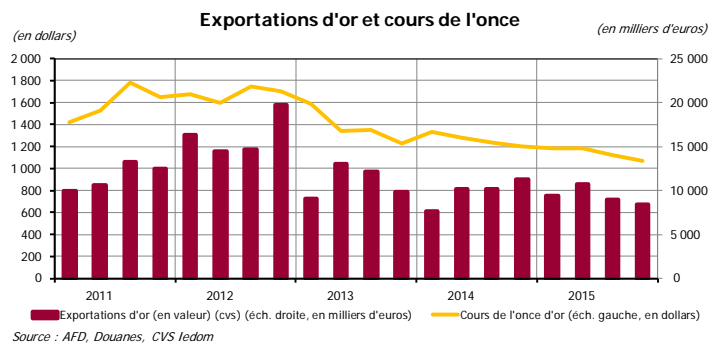


Le secteur aurifère en difficulté

L'or exporté en 2015 connaît une nouvelle baisse avec une réduction de 10,1 % sur un an pour atteindre 1,19 tonne. Conjuguée à la tendance baissière des cours, la valeur des exportations de la Guyane chute de 4,5 % pour atteindre 37 M€.

La filière bois en stagnation

Après avoir connu une année 2014 exceptionnelle (+42,3 % pour les exportations), la filière bois se stabilise en 2015 avec une légère progression de ses exportations (+0,5 %).



Une année exceptionnelle pour l'activité spatiale

Alors que l'année 2014 avait été marquée par le lancement d'un nombre record de satellites (23), l'année 2015 a également été particulièrement positive. 12 lancements de fusées ont eu lieu, soit un de plus que l'année précédente. Ces lancements ont permis la mise en orbite de 21 satellites (dont le lancement d'un démonstrateur de rentrée atmosphérique) pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros. Ariespace a également conclu plusieurs contrats en 2015 lui garantissant 33 nouveaux lancements pour les prochaines années. Dans le cadre du programme d'Ariane 6 (premier lancement prévu en 2020), les travaux de construction d'un nouveau pas de tir ont débuté au Centre spatial guyanais.

Le secteur touristique se maintient

L'aéroport de Cayenne Félix Éboué a enregistré un total de 463 085 passagers à fin décembre 2015 (soit +3,8 % sur un an, contre +1,9 % en 2014).

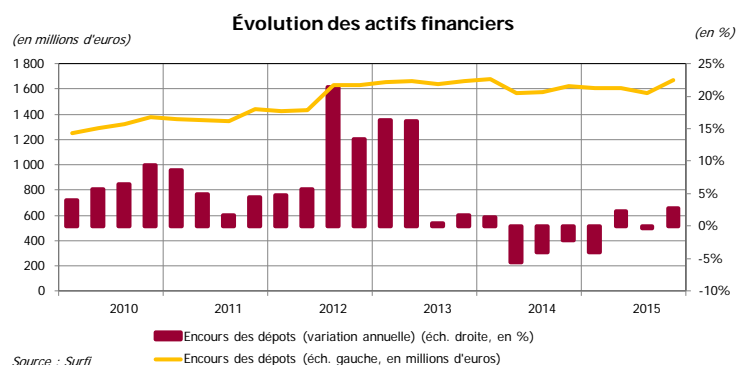
En 2015, le secteur de l'hôtellerie voit le nombre des nuitées repartir à la hausse de +10 % (354 140 nuitées en cumul annuel en décembre 2015 contre 322 000 en décembre 2014) alors qu'il n'avait plus augmenté depuis 2012. Toutefois, le taux d'occupation des hôtels homologués poursuit sa baisse, il s'élevait à 47,7 % en moyenne sur 2015 (après 52,2 % en 2014, 54,3 % en 2013 et 59,5 % en 2012).

L'opinion des chefs d'entreprise quant à l'évolution de leur activité est restée mal orientée sur l'ensemble de l'année 2015 mais ces derniers envisagent un regain de leur activité pour les premiers mois de 2016. Ils ne prévoient toutefois pas d'investir à l'horizon d'un an.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE RESTE BIEN ORIENTÉ

Malgré le contexte économique incertain en 2015, le secteur bancaire a continué de contribuer au financement de l'économie. La progression du climat des affaires et la faiblesse des taux d'emprunt ont permis à l'activité bancaire de poursuivre sa progression avec une croissance de 4,2 % (+117,5 M€) des encours en 2015. Cette hausse notable des concours bancaires porte l'encours à 2 900,1 M€ à fin décembre, soit une progression soutenue mais inférieure à celle de 2014 qui avait atteint 5,7 % (+148,9 M€) sur un an.

La collecte de l'épargne s'inscrit en hausse (+2,7 %, soit +44,1 M€), le montant total des actifs financiers atteint désormais un encours de 1 666,7 M€. Cette bonne tenue de la collecte s'explique notamment par la forte progression des dépôts à vue des entreprises et des ménages avec des taux de croissance respectifs de 7,2 % et 4,0 %, soit une hausse cumulée de 38,9 M€. Les placements à long terme de l'ensemble des agents affichent également une augmentation notable de 4,4 %, avec notamment une collecte des produits d'assurance vie en progression de 6,0 %, soit +13,9 M€.



L'habitat des ménages et l'investissement des entreprises restent le moteur de l'activité de crédit

La distribution de crédits aux ménages est restée dynamique avec un encours progressant de 10,3 % (soit +90,8 M€) pour atteindre 973,1 M€ à fin décembre 2015. Cette hausse s'appuie sur la croissance de l'encours des crédits à l'habitat de 11,4 % (soit +80,8 M€) qui s'établit à 790,6 M€ fin 2015. Quant aux crédits à la consommation, leurs encours augmentent de 5,0 %, soit +8,7 M€, pour atteindre 180,5 M€ à la fin de l'année 2015.

Le financement des entreprises a ralenti en 2015 avec une faible hausse (+1,2 %, soit +17,9 M€ en rythme annuel) portant l'encours à 1 461,8 M€. L'encours des crédits immobiliers affiche une baisse de 2,7 % (soit -24,7 M€) pour atteindre 887 M€, représentant près de 61 % de l'encours sain de crédits des entreprises. Toutefois, hors ce type de crédit, l'octroi de crédit aux entreprises reste soutenu (+8,0 %).

En effet, les crédits d'exploitation progressent de 5,7 %, soit +4,4 M€ à fin 2015. Cette hausse s'explique par le recours aux comptes ordinaires débiteurs (19,9 %, soit +5,3 M€) qui totalisent 31,8 M€ à fin décembre. L'encours de crédits à l'investissement des entreprises affiche également une croissance dynamique de 9,3 % (soit +41,4 M€) pour s'établir à 487,3 M€.

L'encours global de crédit aux collectivités locales diminue de 3,4 %, soit -12,2 M€. Cette baisse résulte principalement de la contraction de 3,1 % de l'encours de crédits à l'équipement (soit -10,9 M€).

Le taux de créances douteuses totales brutes est en légère progression (+0,56 point sur l'année 2015), passant de 3,39 % à 3,95 % à fin décembre 2015. Concernant les établissements de crédit implantés localement (ECIL), le taux de créances douteuses s'améliore de 0,2 point pour s'établir à 3,42 %. Le montant global des provisions brutes des ECIL est en baisse (-14,2 %, soit -8,3 M€) et s'établit à 49,9 M€ au 31 décembre 2015. Le taux de provisionnement des ECIL a également subi une diminution puisqu'il passe de 63,2 % à 53,9 % à fin décembre 2015. Ce taux s'établit à 42,6 % pour l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département contre 60,1 % l'année précédente.

Hausse des actifs financiers des entreprises et de l'épargne des ménages

Les actifs financiers détenus par les entreprises guyanaises ont globalement augmenté en raison d'une collecte particulièrement dynamique des dépôts à vue qui atteignent 373,8 M€. Cette progression significative des dépôts à vue pourrait suggérer une amélioration de la situation financière des entreprises.

L'épargne des particuliers présente une hausse modérée de 2,9 % sur un an (soit +30,2 M€) pour un encours de 1 085,3 M€. Cependant, les dépôts à vue affichent une forte hausse de 4,0 %, soit +13,8 M€ à 358,9 M€, tout comme l'encours des contrats d'assurance vie (+6,0 %, soit +13,8 M€) et des plans épargne logement (7,0 %, soit +7,1 M€), s'établissant respectivement à 245 M€ et 110 M€. Si les placements liquides ou à court terme restent stables à 345,1 M€, les placements indexés sur les taux du marché s'inscrivent en revanche en forte baisse de 9,4 % (soit -2,1 M€), les portefeuilles titres et OPCVM s'inscrivant sur la même tendance (-2,3 M€ et -1,6 M€ en 2015).

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2016

Le bilan de l'année 2015 révèle une économie guyanaise fragile mais certains signes plus favorables laissent entrevoir une inflexion de tendance pour 2016. En effet, les chefs d'entreprise prévoient une progression de leur activité pour le début de l'année, avec notamment un éventuel accroissement de leur activité dans les secteurs du commerce et de l'hôtellerie-tourisme. Toutefois, ils restent prudents et dans l'attente d'une meilleure visibilité. Même si les difficultés du secteur de la construction semblent persister, une nouvelle augmentation de la ligne budgétaire unique à environ 49 millions d'euros, conjuguée à une demande en logement toujours soutenue, constitueraient des perspectives plus favorables pour les entreprises du BTP. Le secteur du spatial devrait une nouvelle fois contribuer positivement à la croissance de l'économie avec un programme deancements d'une ampleur identique à celui de l'année 2015 (11ancements prévus). Le chantier d'Ariane 6 devrait générer entre 500 et 600 M€ d'investissements en Guyane dans les années à venir. De nouvelles grandes enseignes d'alimentation sur les communes de Saint-Laurent-du-Maroni et de Macouria devraient soutenir le secteur du commerce. Les professionnels du secteur du tourisme sont optimistes quant à l'évolution de leur volume d'affaires sur les premiers mois de l'année 2016.

